ACTUALITÉS

Chefferie traditionnelle : un acteur du développement local

Administrateur LJDP — 14 October 2026 — 4 min de lecture

Wazablo_Madglac_1

Sur Radio Kara, Massimlawé Wazabalo, directeur de la Chefferie traditionnelle, a expliqué le rôle des chefs dans la gouvernance locale au Togo.

La chefferie traditionnelle occupe une place importante dans la gouvernance locale au Togo. Cette institution ancestrale contribue à la préservation des coutumes, à la cohésion sociale et au développement des communautés. Massimlawé Wazabalo, directeur de la Chefferie traditionnelle, a expliqué ses missions et les défis auxquels elle reste confrontée.

Sa direction relève du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Gouvernance Locale et des Affaires Coutumières. Le responsable intervenait dans l'émission « Territoires d'avenir », diffusée sur Radio Kara et présentée par David Souklo. Il a abordé les fondements juridiques de cette institution et ses relations avec les collectivités territoriales.

Une institution ancestrale encadrée par la loi

Selon Massimlawé Wazabalo, la chefferie traditionnelle figure parmi les plus anciennes formes d'organisation sociopolitique en Afrique. Elle existait avant la colonisation et l'apparition des structures administratives modernes. Au Togo, son fonctionnement repose notamment sur la loi n° 2007-002 du 8 janvier 2007. Ce texte encadre la chefferie traditionnelle et le statut des chefs traditionnels. Il est complété par le décret d'application n° 2016-028/PR du 11 mars 2016.

La désignation des chefs s'effectue conformément aux justes coutumes de chaque communauté. Deux modes coexistent : la succession héréditaire et la consultation populaire. Le directeur a insisté sur la différence entre désignation et reconnaissance administrative. Le choix du chef appartient à la communauté, tandis que l'administration officialise sa fonction. Cette reconnaissance peut être refusée lorsque la procédure de désignation ne respecte pas les dispositions légales.

Massimlawé Wazabalo a également rappelé trois catégories principales de chefs traditionnels : les chefs de canton, de village et de quartier.

Une collaboration essentielle avec les élus locaux

Avec la décentralisation, la chefferie traditionnelle participe aux initiatives de développement local. Sa connaissance des réalités communautaires constitue un atout pour les autorités municipales. Selon le directeur, les chefs traditionnels doivent être consultés sur plusieurs questions concernant leurs communautés. Ces consultations portent notamment sur la santé, le foncier et l'environnement.

Il a évoqué les projets d'infrastructures susceptibles de toucher des cimetières, des sites sacrés ou des espaces coutumiers. Une concertation préalable permet de prévenir les incompréhensions et les tensions au sein des populations. Le chef traditionnel apporte son expertise coutumière, tandis que les élus communaux exercent leurs compétences en matière de développement.

Massimlawé Wazabalo a également rappelé la participation consultative des chefs de canton aux travaux des conseils municipaux. Pour lui, les autorités traditionnelles et les élus locaux doivent privilégier la complémentarité plutôt que la concurrence. Cette collaboration favorise une meilleure prise en compte des réalités sociales, culturelles et territoriales dans les décisions publiques.

Des défis persistants pour la chefferie traditionnelle

Malgré son importance, la chefferie traditionnelle reste confrontée à plusieurs difficultés. Les contestations de succession, les conflits de désignation et les différends territoriaux figurent parmi les problèmes évoqués. Le directeur a également dénoncé le marchandage de certains dossiers et la méconnaissance des textes juridiques. Ces pratiques peuvent fragiliser la légitimité des chefs et provoquer des tensions durables dans les communautés.

Pour prévenir ces situations, des actions de sensibilisation sont entreprises auprès des acteurs territoriaux. Elles concernent notamment les préfets, les maires, les secrétaires généraux des communes et préfectures, ainsi que les chefs traditionnels. L'objectif consiste à renforcer leur maîtrise des procédures de désignation, de reconnaissance et des obligations attachées à la fonction.

Le directeur a également rappelé que les chefs traditionnels bénéficient de droits, mais restent soumis à des obligations. Ils doivent représenter dignement leurs communautés, respecter les institutions et contribuer à la préservation de la paix sociale. Des sanctions sont prévues en cas de manquement. Elles comprennent l'avertissement, la suspension et, dans les situations les plus graves, le retrait de l'acte de reconnaissance.

Massimlawé Wazabalo a particulièrement insisté sur la nécessité de prévenir les conflits liés aux désignations contestées. Selon lui, un chef mal choisi peut devenir une source de tensions et compromettre la cohésion communautaire. Il a donc appelé les différents acteurs à respecter les textes et les coutumes. Il a également invité les chefs traditionnels à assumer pleinement leurs responsabilités envers les populations.

Cette démarche vise à renforcer la paix, la participation citoyenne et le développement territorial. La chefferie traditionnelle apparaît ainsi comme un partenaire essentiel de la gouvernance locale au Togo.

Source : http://mail.lejournalduphoenix.tg/article/chefferie-traditionnelle-un-acteur-du-developpement-local — Le Journale du Phoenix